

Le vendredi, 1<sup>er</sup> octobre 2004



## MÉMOIRE DE L'UNION DES ARTISTES

**Objet : Consultation publique de la CMQ quant à sa vision stratégique du développement de son territoire**

L'Union des artistes est un syndicat professionnel représentant les artistes interprètes oeuvrant en français au Québec et ailleurs au Canada, dans les secteurs de la scène, du disque, de la télévision, du cinéma et du multimédia. Environ 6400 membres actifs et 3 900 membres stagiaires en font partie. L'Union a pour mission l'identification, l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux des artistes. Dans la ville de Québec, l'Union des artistes compte plus de 800 membres actifs et stagiaires oeuvrant comme comédiens, danseurs, chanteurs, animateurs, etc.(.)

### **UN AVENIR PROMETTEUR**

En lisant la vision du développement culturel en 2024 comme l'imagine la CMQ, on ne peut s'empêcher de sourire et de se pincer en espérant que le rêve se concrétise. Nous ne pouvons qu'être d'accord avec cette vision d'avenir. En effet, l'évaluation telle que posée par la CMQ nous semble juste, mais nous aimerions toutefois y apporter certaines précisions en dressant un portrait encore plus clair de la situation des artistes de la Capitale et de leur rayonnement sur la communauté. Cet éclairage devrait vous permettre de mieux évaluer l'importance des efforts à déployer pour les vingt prochaines années et de mieux identifier les orientations nécessaires pour atteindre vos objectifs.

## **LE DIAGNOSTIC**

Les différentes études faites ces dernières années sur les impacts économiques de la culture dans la région nous permettent en effet de reconnaître que la culture est essentielle pour assurer l'essor de la Capitale.

En premier lieu, il faut souligner que dans l'étude effectuée par le Conseil de la culture des régions de Québec et de Chaudière-Appalaches rendue publique en 2002 sous le titre de « L'impact économique des domaines d'activités culturelles », les données ne prenaient pas en compte les dépenses ou la contribution des travailleurs autonomes oeuvrant dans l'industrie culturelle.

De plus, à l'échelle nationale, il faut en effet préciser qu'avec son indice bohémien de 6.14 emplois culturels par habitants, la ville de Québec se classe avant-dernière sur les dix capitales provinciales du Canada. Ce qui indique une situation plus critique que ne laisse entendre votre rapport. Sur l'aspect économique, nous croyons donc qu'il y a, d'une part, une sous-estimation de l'impact de la culture dans la région et, d'autre part, qu'il faudra fournir un effort considérable pour que la région de la capitale atteigne un degré d'activité culturel qui corresponde à sa taille et à son rôle au sein du Québec et du Canada.

Mais la culture ne doit pas être uniquement évaluée en valeur monétaire. Comme le soulignait à juste titre le Conseil de la culture des régions de Québec et de Chaudière-Appalaches : « Au-delà de l'analyse de l'importance économique de la culture, les artistes et les organismes culturels contribuent à l'expression des forces créatrices et innovatrices de nos deux régions. Ils participent à l'édification d'une société reconnue à travers le monde pour sa créativité et son inventivité. La culture représente ainsi, avant tout, une dimension essentielle de la vie sociale et individuelle qui doit être appréciée pour sa propre valeur ». L'UDA souscrit entièrement à cet énoncé.

## **LE MILIEU ARTISTIQUE**

À la lecture de votre document, force est de constater que votre perception du milieu culturel est teintée d'optimisme et de fierté, ce qui en soit est légitime. En affirmant que

le territoire de la CMQ est le berceau d'une production culturelle variée et abondante, ce qui n'est pas faux, vous omettez de témoigner de la précarité de notre « écosystème » culturel. Les apparences sont trompeuses. Si la production est aussi généreuse, c'est trop souvent parce que les artistes et travailleurs culturels sont appelés à la défendre à n'importe quel prix. Soit l'artiste travaille trop peu, soit il travaille trop en portant le double chapeau d'artiste et de producteur. La santé fragile de la culture d'ici se fait actuellement au prix d'épuisements professionnels et d'exodes vers la région montréalaise. Voici un portrait plus juste de la situation des artistes dans la région de Québec.

Le milieu théâtral parvient à s'organiser autour d'une jeune communauté artistique (la majorité des acteurs étant âgés de moins de 35 ans). Le théâtre d'ici, faut-il le souligner, constitue une réussite remarquable, que ce soit par le nombre, la diversité ou la qualité des productions. La province de Québec affiche, en théâtre, un des taux de création per capita les plus élevés, ce qui fait de notre théâtre l'un des plus vivants de la planète. À Québec seulement, près d'une vingtaine de productions théâtrales continue de se faire année après année, mais l'exploit n'est pas suffisant pour permettre à la communauté de survivre. L'Union des artistes travaille présentement à l'amélioration des conditions de travail des artistes en théâtre, en tentant d'instaurer dans ses différentes ententes collectives, le principe des répétitions payées.

La capacité de rétention culturelle de la ville est très faible. Conséquence directe de la centralisation dans la métropole des principales entreprises de production, depuis plusieurs années nous n'avons pu empêcher l'exil de nombreux comédiens de talent vers Montréal. Denis Bernard, Céline Bonnier, Raymond Bouchard, Normand Chouinard, Josée Deschênes, Normand Daneau, Marie-Thérèse Fortin, Louis-Georges Girard, Rémy Girard, Benoît Gouin, Germain Houde, Marie Tifo, Guylaine Tremblay, Dorothée Berryman, sont parmi tous ceux et celles qui ont estimé que leur avenir professionnel serait davantage assuré en s'établissant à Montréal en permanence. Et l'exode se poursuit toujours.

En effet, trop d'artistes se dirigent vers la métropole, après avoir constaté qu'ici, ils ne pourront mettre à profit leur véritable potentiel créatif, dû entre autres à l'absence de production audio-visuelle significative, malgré les efforts concertés du milieu depuis plusieurs années. Et comme vous y faites référence dans votre document, la question

subsiste : pourquoi donc avons-nous si peu d'émissions culturelles régionales à Québec ? Pourquoi si peu de dramatiques, d'émissions de variétés et de chanson ? Si peu de cinéma ? Pourquoi les artistes de Québec devraient-ils être obligés de s'expatrier pour vivre de leur art ?

La situation est similaire dans tous les autres secteurs d'activités artistiques. La centralisation de la culture québécoise vers Montréal est de plus en plus marquée et le lobby visant à conserver cet état de fait est puissant et ce, dans tous les secteurs culturels. Les politiciens ou autres décideurs, influencés par ce même *lobby* et ne voulant pas déplaire à la majorité, sont peu enclins à agir et prendre des mesures qui favoriseraient des améliorations concernant la Capitale. C'est pourquoi la Communauté métropolitaine de Québec se doit de réagir et d'agir concrètement et fortement en faveur de ses artistes. Elle doit faire contrepoids face à cette concentration culturelle excessive. Il faut tenter d'endiguer un tel phénomène qui ne présage rien de bon pour la cohésion sociale et culturelle du milieu régional.

Pour ce qui est des chanteurs lyriques, la conjoncture est fragile. Les emplois se font de plus en plus rares. Seulement, une poignée de chanteurs se dispute une place au sein du chœur symphonique ou de l'Opéra Québec, tandis que les autres doivent se partager des contrats à la pige : mariages, cérémonies, etc. (.) Pour plusieurs chanteurs diplômés et expérimentés, l'exercice du métier est devenu un emploi secondaire et le cachet, un simple revenu d'appoint.

Le milieu de la danse est dans un état déplorable considérant qu'il a été grandement négligé par les subventionneurs. Malgré un important bassin de danseurs formé par l'École de danse de Québec et un effort créatif évident par ceux qui décident de rester ici, le soutien financier réservé aux danseurs est quasi inexistant et la pratique du métier reste précaire. On peut noter par exemple l'absence flagrante d'un lieu de répétition et de création approprié. Plusieurs tentatives de l'UDA ont échoué dans le passé afin de mettre sur pied un contrat-type qui pourrait tenir compte des difficultés propre à Québec. Puisque les danseurs portent à la fois les chapeaux d'interprètes et de producteurs, le milieu se voit attribué un statut artisanal et il devient impossible de cerner la pratique du métier à Québec. Même si cette réalité est souvent vraie pour l'ensemble des professionnels de la danse contemporaine au Québec, elle est encore plus probante ici. En effet, depuis la disparition de Danse Partout, il y a un déséquilibre alarmant entre les

réalités de Montréal et de Québec. Un artiste devrait pouvoir vivre décemment de son art dans la ville qu'il a choisie. Sans une aide urgente et appropriée, distincte du processus d'attribution de subventions du CALQ et du CAC, la pratique professionnelle de cet art est portée à disparaître.

Par ailleurs, force est de constater que depuis plusieurs années nombre de projets artistiques issus des différentes municipalités continuent de se faire hors juridiction, c'est-à-dire sans contrat syndical. Parmi cette liste, on compte plusieurs festivals et événements ponctuels ayant lieu dans les arrondissements ou dans le cadre d'activité à rayonnement local ou régional. La *Loi sur le statut de l'artiste* oblige tout producteur à négocier avec l'association qui représente les artistes qu'il engage. Afin de donner l'exemple et d'offrir aux artistes la protection qu'ils méritent, la CMQ devrait du moins s'assurer que les villes qu'elle représente remplissent dûment leur devoir de producteurs en engageant des artistes professionnels par le biais de contrats syndicaux.

La mise en place d'un environnement favorable à l'innovation et à la création culturelles doit primer dans votre vision stratégique. Il est indispensable d'accroître les efforts pour les stimuler, compte tenu de la contribution importante des artistes à la vitalité et au rayonnement de leur communauté. Nous croyons que la CMQ doit se doter de tous les outils nécessaires pour améliorer cette situation. La fierté culturelle est un catalyseur essentiel dans le développement urbain. Ainsi, il faut soutenir davantage les porte-étendards de cette fierté, soit les artistes, travailleuses et travailleurs culturels.

## **LES PISTES DE SOLUTIONS**

La Communauté métropolitaine de Québec n'a pas à en premier lieu à convaincre les jeunes de faire carrière en culture, elle le fait déjà. Plus de 250 jeunes se présentent chaque année aux auditions du Conservatoire d'art dramatique de Québec et seulement une dizaine sont retenus. L'école de danse, quant à elle, refuse également des aspirants artistes chaque année. Cependant, comme elle l'a bien dit dans son document, la Communauté métropolitaine doit appuyer les institutions d'enseignements, soutenir cette jeunesse une fois qu'elle aura franchi les portes professionnelles et valoriser la culture d'ici auprès des investisseurs et de la population. Sinon, on ne fait qu'encourager l'exode des talents vers Montréal.

### **1. Un théâtre national**

C'est dans cet esprit de soutien culturel qu'il faut assurer de meilleures assises aux différents organismes et compagnies créateurs d'emplois. Par exemple, afin de souligner l'importance de la pratique théâtrale à Québec, la CMQ et la Ville de Québec devraient mettre tous les efforts requis pour que puisse voir le jour un théâtre national en nos murs. Un théâtre comme le Trident pourrait tout à fait jouer ce rôle s'il était encore mieux subventionné. La présence d'un théâtre national dans la Capitale aurait des répercussions non seulement sur la communauté artistique, mais aussi sur la population en général.

### **2. Un meilleur accès à la culture**

Il faut prendre exemple sur la réforme effectuée par Malraux en France, il y a plusieurs années, où la mise sur pied d'un réseau de maisons de la culture avait permis une certaine décentralisation en offrant aux citoyens des autres villes que Paris un meilleur accès aux différentes disciplines artistiques par la présentation de spectacles de danses, de théâtre, de chant, etc. Il ne s'agit pas de calquer un quelconque modèle français ou européen qui, de toute façon, pourrait ne pas nous convenir, mais d'établir un plan de développement propre à notre réalité qui assurerait à la population un accès concret à une vie culturelle aussi diversifiée qu'intense, tout en offrant une plus grande stabilité aux artistes d'ici.

### **3. Stimuler la production en cinéma, télévision et multimédia**

Depuis plus de dix ans, la *Table des industries culturelles* renommée ensuite le *Forum permanent de l'industrie du cinéma, de la télévision et du multimédia* est une table de concertation au sein de laquelle siège l'Union des artistes. Le Forum vise à trouver les moyens pour arrêter l'érosion du capital et des ressources sans lesquelles la production audiovisuelle est impossible et à soutenir les efforts régionaux voués au développement de l'industrie audiovisuelle privée et indépendante, de même qu'à celle de la télédiffusion publique et privée. Ayant néanmoins connu quelques difficultés durant les dernières années (notamment le faible têt de participation générale et la démission du président sortant), le Forum est un réel effort de concertation allant dans le sens de la vision stratégique et ce

malgré les contraintes de la compétition et les divergences idéologiques de chacun. Cependant malgré les réalisations du forum, la concertation du milieu, les mémoires déposés au CRTC, les revendications publiques diverses, la situation ne s'améliore pas. Avec un meilleur soutien de la ville, il serait peut-être possible de s'impliquer plus directement dans le milieu et d'être plus à même de répondre plus rapidement aux besoins de l'industrie.

De plus, la CMQ devrait redonner vie à la *Mesure d'aide au démarrage de productions cinématographiques et télévisuelles*, initiative du Forum. Cette mesure gouvernementale autrefois gérée par le bureau du film permettait à la communauté de mieux s'organiser. Elle stimulait la créativité en assurant aux idéateurs une enveloppe appropriée. Le milieu a besoin de solutions récurrentes afin de renforcer la production.

#### **4. Un comité de réflexion et d'action**

Cependant, étant donné la complexité et la fragilité du secteur culturel, il semble évident que la Communauté urbaine, même avec toute sa bonne volonté, ne pourra arriver seule à identifier des actions précises et concrètes visant à développer le secteur culturel en ses murs. À l'instar des efforts du Forum, la CMQ devrait mettre sur pied un comité de réflexion et d'action formé de représentants des artistes, de la Communauté urbaine, du ministère et de la Capitale nationale afin de développer des solutions concrètes à l'érosion culturelle et à l'exode des talents, tout en assumant un rôle de vigie du milieu.

#### **5. Un meilleur partenariat**

Comme la culture est une habitude qui se prend tôt, nous croyons que l'école a un rôle essentiel à y jouer. Nous croyons que les municipalités, de concert avec le milieu scolaire, devraient mettre sur pied une politique culturelle. Une structure de reconnaissance, impliquant les parents, la ville et l'entreprise privée, pourrait être mise en place pour soutenir cette action en milieu scolaire ainsi que valoriser socialement l'activité culturelle et l'excellence en culture, et prendre la forme de festivals, de concours et de prix.

Il faut stimuler l'implication de l'entreprise privée et encourager le mécénat, la commandite d'événements culturels, la sensibilisation des employés à la culture, la création de prix pour reconnaître l'excellence des jeunes dans le domaine culturel, ou l'achat ou le prêt d'oeuvres d'art pour intégrer les arts dans les immeubles et les bureaux des entreprises privées (comme c'est déjà la pratique dans les édifices publics depuis de nombreuses années avec la politique dite du 1%).

## **6. Un soutien financier approprié**

Comme le prouvent les statistiques appuyant votre vision stratégique, la pratique professionnelle de l'art à Québec est menacée par l'évolution du marché, la part des dépenses totales des ménages allouée à la culture ayant énormément régressée. Il est donc crucial que la culture soit mieux financée. Il faut sauver milieu de la danse et voir en cette situation critique, une alarme qui, si elle est entendue, pourrait sauver bien d'autres pratiques artistiques.

## **En conclusion**

Les initiatives isolées resteront toujours des coups d'épée dans l'eau et ne permettront jamais aux multiples talents artistiques de Québec de s'épanouir pleinement. De plus, sans porter aucun jugement sur l'importance de l'un ou de l'autre domaine, il est primordial de bien faire la distinction entre culture et patrimoine historique. Chaque secteur a ses besoins et il serait injuste de les assigner à une même enveloppe budgétaire.

Ainsi l'Union des artistes appuie la vision de la Communauté métropolitaine de Québec, dans la mesure où le défi d'accroître la vitalité et le rayonnement culturels se comprend comme :

- valoriser la culture ;
- stimuler la création culturelle ;
- favoriser la circulation de la culture d'ici dans l'ensemble du Québec ; et

- stimuler la participation du plus grand nombre à la culture, non seulement comme consommateurs, mais comme praticiens.

Une telle politique culturelle impose à tout le moins l'établissement ou le maintien de centres de création ainsi que le soutien à la diffusion de la culture vivante. Nous croyons qu'il serait sain d'encourager le secteur privé à faire de même. Car, si l'activité culturelle a un coût :

- elle contribue à l'amélioration de la qualité de la vie ;
- elle renforce l'attrait de la ville et accroît son rayonnement ; et
- elle génère des revenus fiscaux et des retombées économiques directes et indirectes importantes.

Il est essentiel de ne pas écarter la culture de la vision stratégique du développement socio-économique métropolitain. Les nouvelles Villes de Québec et de Lévis, maintenant appelées à servir une population plus importante, doivent avoir les moyens d'offrir à la population les services culturels adéquats. Plus encore, elles doivent être en mesure de consacrer une partie de leur budget au développement culturel, afin de rejoindre, d'intéresser et d'y associer un nombre plus grand de ses citoyens et de ses citoyennes.

**Vincent Champoux,**

*2e vice-président de l'Union des artistes*

*et comédien de Québec*